

Évolution de l'emploi

Des évolutions contrastées

Entre 1982 et 2012, l'emploi a augmenté à l'est de la région Auvergne-Rhône-Alpes, tandis qu'il stagnait voire reculait à l'ouest. Sur la période récente (2007-2012), la dynamique ralentit dans les Alpes. Les zones de tradition industrielle sont fortement touchées par la crise.

Entre 1982 et 2012, en France métropolitaine, l'emploi, mesuré dans les recensements, s'est accru de 4,4 millions de personnes. Ces dernières sont largement localisées en Île-de-France, dans le quart sud-est du territoire national, et le long du littoral atlantique. À l'inverse, le centre et l'est du pays (à l'exclusion du Bas-Rhin) ont connu une stagnation voire une baisse de l'emploi.

La région Auvergne-Rhône-Alpes présente un profil contrasté. Dans la partie est de la région (à l'est des vallées de la Saône et du Rhône), la croissance de l'emploi a été forte, alors que la partie ouest (Massif central) n'a pas profité de la tendance nationale.

Une croissance qui ralentit dans la période récente

Au cours des 30 dernières années, la région Auvergne-Rhône-Alpes a connu une croissance soutenue du nombre d'emplois (+ 0,7 % par an). Celle-ci est, en moyenne, plus rapide qu'en France métropolitaine (+ 0,6 % par an). Entre 1982 et 2012, la région a gagné 610 000 emplois, soit 14 % des créations nettes en métropole. Cette augmentation place la région au troisième rang des régions après l'Île-de-France (+ 970 000) et l'Occitanie (+ 650 000). Auvergne-Rhône-Alpes reste la deuxième région de France par le nombre d'emplois (3 150 000). Si la croissance régionale de l'emploi s'est ralentie (+ 0,4 % par an entre 2007 et 2012), elle a toutefois mieux résisté qu'ailleurs. Ainsi, la région a concentré plus de 21 % de la croissance nationale de l'emploi sur 2007-2012.

Un quart de l'emploi régional dans la zone d'emploi de Lyon

La zone d'emploi de Lyon, au centre du premier système urbain métropolitain de province, rassemble plus du quart des emplois de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les zones d'emploi de Grenoble, Clermont-Ferrand et Saint-Étienne regroupent, quant à elles, respectivement 11 %, 8 % et 7 % de l'emploi régional. La moitié de l'emploi régional est ainsi regroupé sur quatre zones d'emploi.

Croissance à l'est, stagnation et recul à l'ouest

C'est à l'est de l'axe Mâcon-Montélimar, formé par les vallées de la Saône et du Rhône, que se situent les dynamiques les plus favorables. Portées par le desserrement des agglomérations de Lyon et de Genève, les zones d'emploi de Bourgoin-Jallieu et du Genevois français (Annemasse) ont connu les plus fortes croissances de l'emploi, supérieures à + 1,5 % par an sur trente ans. Ces dynamiques se sont toutefois ralenties (+ 0,8 % dans la zone de Bourgoin-Jallieu entre 2007 et 2012). Les zones d'emploi d'Annecy et de Chambéry sont sur des dynamiques semblables avec des taux de croissance compris entre + 1,0 % et + 1,5 % sur la période longue (1982-2012) et un net ralentissement dans la période récente (2007-2012).

La croissance de l'emploi se poursuit à Lyon et Ambérieu-en-Bugey

Dans les zones d'emploi de Lyon et d'Ambérieu-en-Bugey, la croissance se poursuit actuellement au même rythme que sur la période longue (avec respectivement + 0,9 % et + 1,2 % par an). Seule la zone d'emploi de Montélimar connaît une accélération (+ 1,1 % contre + 0,9 % par an).

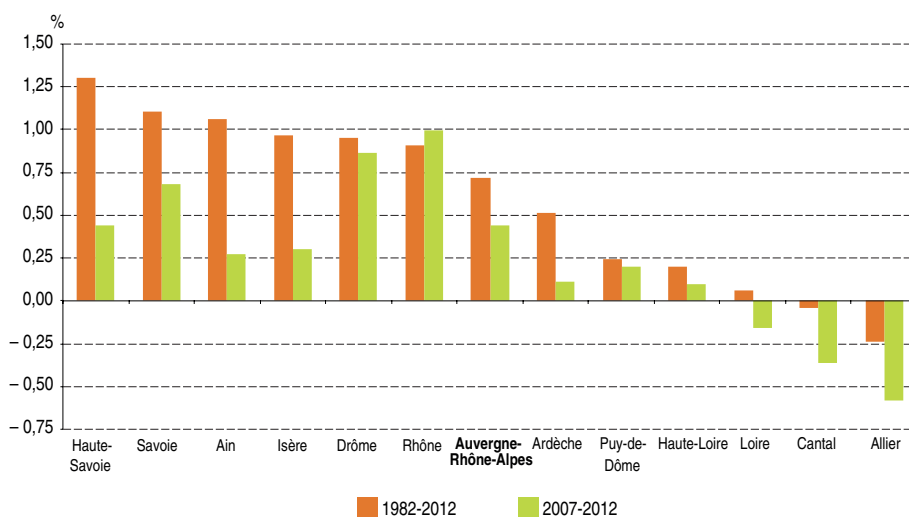
Ralentissement de la dynamique d'emploi dans les Alpes et le Massif central

À l'inverse, dans les zones d'emploi des Alpes (Chablais, Tarentaise, Mont Blanc), la croissance du nombre d'emplois s'est nettement ralentie dans la période récente, après avoir été portée notamment par le développement rapide des activités touristiques sur la période longue. La zone d'emploi de Grenoble, tournée vers les activités de type métropolitain, a connu une évolution analogue.

Dans l'ouest de la région, la croissance dans la zone d'emploi de Clermont-Ferrand est légèrement plus faible sur la période récente (+ 0,3 % contre + 0,4 % en moyenne sur 30 ans). Par ailleurs, de nombreuses zones d'emploi sont restées à l'écart de la dynamique d'emploi. Dans la période récente, la baisse de l'emploi s'est ainsi renforcée à Montluçon, Moulins, Mauriac, Saint-Flour et Thiers. Elle s'est cependant atténuée à Vichy. Ambert a par contre connu un changement de tendance, la baisse sur longue période faisant place à une stabilité entre 2007 et 2012. Sous l'effet de la crise, d'autres zones d'emploi, en faible croissance sur longue période, ont vu leur volume d'emplois se réduire : Aurillac et An-

Un ralentissement de la croissance de l'emploi dans la période récente

Taux de variation annuel de l'emploi par département sur courte et longue périodes



Source : Insee - Recensements de la population au lieu de travail

nonay. La zone d'emploi de Saint-Étienne, troisième de la région en volume, connaît une situation similaire.

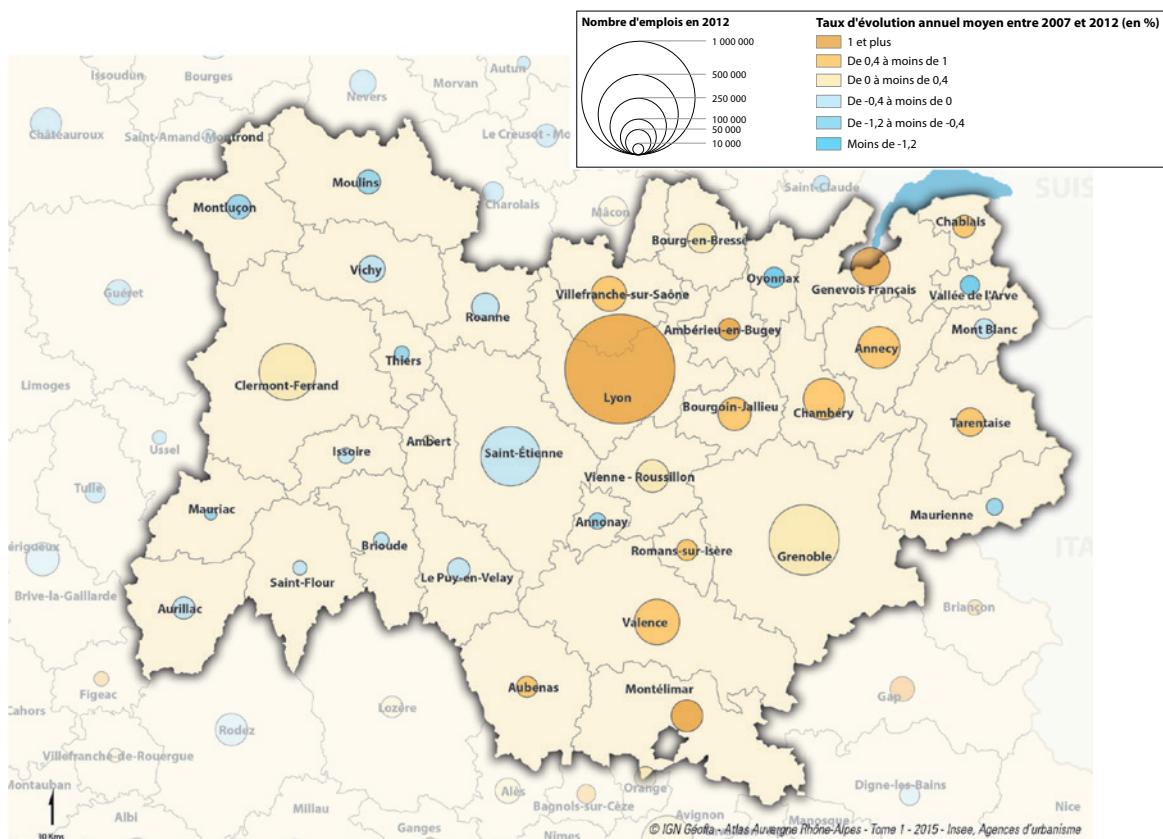
Trois zones d'emploi à forte tradition industrielle ont été frappées de plein fouet par la crise et les restructurations. La croissance s'y est totalement inversée ces dernières années. La Vallée de l'Arve gagne plus de +0,6 % en moyenne par an entre 1982 et 2012, mais en perd plus de 2 % par an

entre 2007 et 2012 ; celle d'Oyonnax croît de +0,4 % sur longue période et chute de -1,7 % sur période courte. Dans une situation analogue, la Maurienne est toutefois un peu moins impactée.

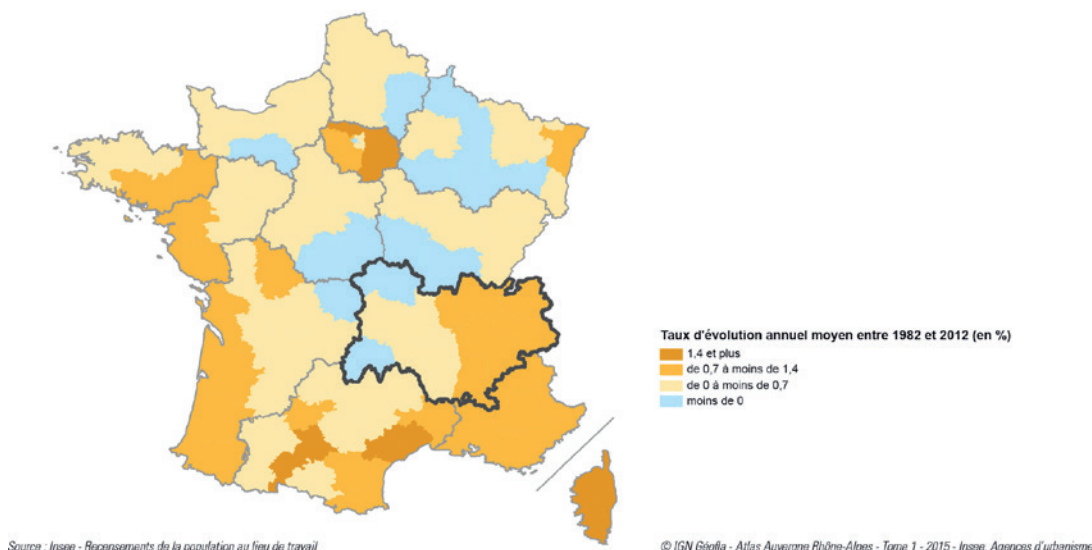
Au niveau départemental, la croissance de l'emploi entre 1982 et 2012 a été la plus forte dans les deux Savoie, l'Ain et l'Isère, mais a nettement ralenti depuis 2007. Au contraire, elle s'est accélérée dans le Rhône

où l'accroissement sur la période récente a été le plus fort de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce département est suivi par la Drôme, en léger ralentissement. En Ardèche, dans le Puy-de-Dôme et en Haute-Loire, la croissance de l'emploi, déjà modérée sur la période longue, a ralenti sous l'effet de la crise. L'emploi a même diminué dans la Loire. Dans le Cantal et l'Allier, il est en déclin quelle que soit la période. ■

Un quart de l'emploi régional dans la zone d'emploi de Lyon



Évolution de l'emploi par département entre 1982 et 2012



Analyse fonctionnelle de l'emploi

De profondes mutations

Sur les dernières décennies, la structure de l'emploi s'est profondément modifiée. Les fonctions de production concrète sont en déclin alors que les fonctions liées à la présence de la population et celles spécifiquement métropolitaines se sont développées.

La France métropolitaine a connu de profondes mutations dans la nature et la structure de l'emploi depuis le début des années 1980. Dans la région, comme dans le pays, les fonctions de production concrète (fabrication de biens industriels, agriculture et bâtiment) sont en déclin alors que les fonctions métropolitaines (recherche, gestion, commerce interentreprises, culture-loisirs, prestations intellectuelles) se sont largement développées. C'est également le cas des fonctions présentielles, à savoir les activités qui s'adressent directement aux populations résidentes (éducation, services de proximité, distribution, santé, action sociale et administration publique), et aux touristes.

Les fonctions transversales de transport-logistique et d'entretien-réparation se sont stabilisées à 15 % de l'emploi total depuis 1982.

Les fonctions présentielles dominent dans la plupart des zones d'emploi

En 2012, les fonctions présentielles sont les plus pourvoyeuses d'emplois en France comme en Auvergne-Rhône-Alpes. Elles regroupent 40 % des actifs alors qu'elles n'en occupaient que 29 % en 1982. Elles dominent dans toutes les zones d'emploi de la région, sauf dans trois d'entre elles, Ambert, Oyonnax et la Vallée de l'Arve, où elles sont devancées par les fonctions de production concrète. Elles pèsent davantage dans les zones touristiques des Alpes (Mont Blanc, Tarentaise, Maurienne), dans celles sous influence genevoise (Chablais, Genevois français), au sud de la région (Aubenas, le Puy-en-Velay) et dans le Bourbonnais (Montluçon, Moulins). En 1982, les fonctions présentielles dépassaient 40 % de l'emploi dans une seule zone d'emploi, celle du Mont Blanc ; c'est le cas aujourd'hui dans une vingtaine des 36 zones d'emploi de la région.

De moins en moins de production concrète

Les fonctions de production concrète sont en recul sur l'ensemble du territoire.

Elles ne concernent plus, en Auvergne-Rhône-Alpes, que 20 % des emplois, contre 38 % en 1982. Elles se concentrent dans quelques zones d'emploi spécialisées où l'économie est traditionnellement orientée vers l'industrie : Vallée de l'Arve, Oyonnax, Ambert, Thiers, Issoire ou Brioude. L'agriculture occupe, quant à elle, une large place dans les zones d'emploi de Mauriac et de Saint-Flour. En 1982, sept zones d'emploi consacraient plus d'un emploi sur deux aux fonctions de production concrète : Brioude, Ambert, Mauriac, Vallée de l'Arve, Saint-Flour, Thiers et Annonay. En 2012, trois d'entre elles seulement dépassent les 35 % (Mauriac, Ambert et Saint-Flour).

Les fonctions métropolitaines se développent

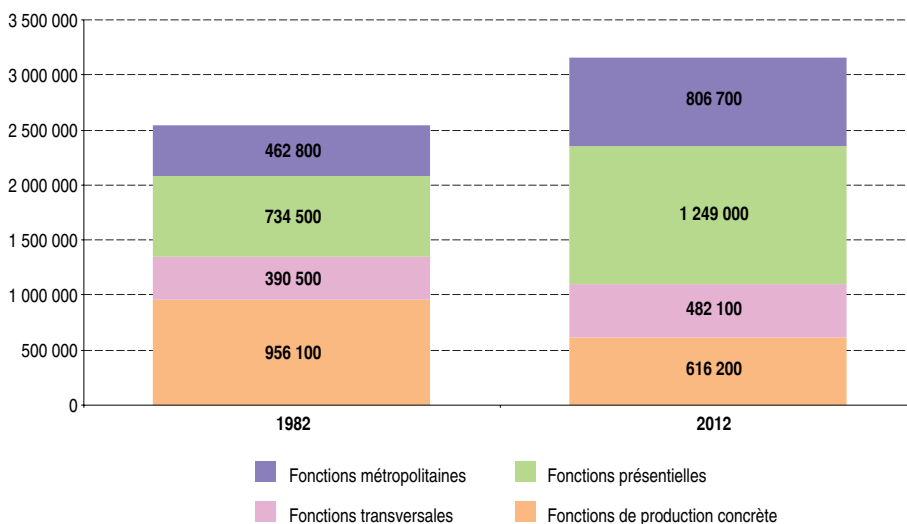
En Auvergne-Rhône-Alpes, les fonctions métropolitaines ont progressé de +74 % depuis 1982. Elles occupent désormais 26 % de l'emploi total. Par définition, ces fonctions concernent au premier chef les grandes agglomérations. C'est très logiquement que la zone d'emploi de Lyon cumule le plus grand volume et la plus forte proportion d'emplois métropolitains. Par ailleurs, les zones d'emploi de Grenoble et d'Annecy, fortes de leurs universités et de nombreux emplois dans la conception-recherche ou le commerce interentreprises, se distinguent également par une forte présence des fonctions métropolitaines dans l'emploi. Aujourd'hui, ces fonctions représentent au moins 20 % de l'emploi dans une majorité de zones d'emploi (contre seulement trois zones en 1982). Elles comptent même pour un tiers de l'emploi dans la zone de Lyon.

Le poids des fonctions transversales a peu varié au cours des trente dernières années (15 %). Elles occupent une place particulièrement importante dans l'économie locale de deux zones d'emploi qui concentrent des établissements du transport et de la logistique : Ambérieu-en-Bugey et Bourgoin-Jallieu. Si la première était déjà fortement spécialisée dans les fonctions de ce type en 1982 (20 % de l'emploi total), la deuxième a développé cette spécialisation durant les trente dernières années. ■

Le poids des fonctions transversales a peu varié au cours des trente dernières années (15 %). Elles occupent une place particulièrement importante dans l'économie locale de deux zones d'emploi qui concentrent des établissements du transport et de la logistique : Ambérieu-en-Bugey et Bourgoin-Jallieu. Si la première était déjà fortement spécialisée dans les fonctions de ce type en 1982 (20 % de l'emploi total), la deuxième a développé cette spécialisation durant les trente dernières années. ■

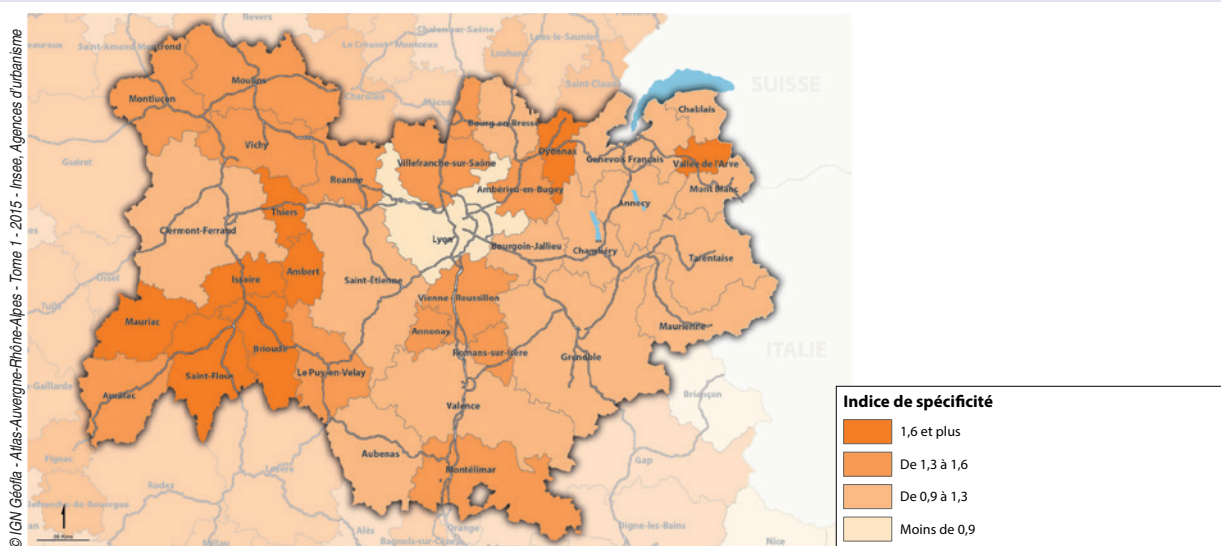
Fort recul des emplois de production concrète en trente ans

Emploi en Auvergne-Rhône-Alpes par groupe de fonctions en 1982 et 2012

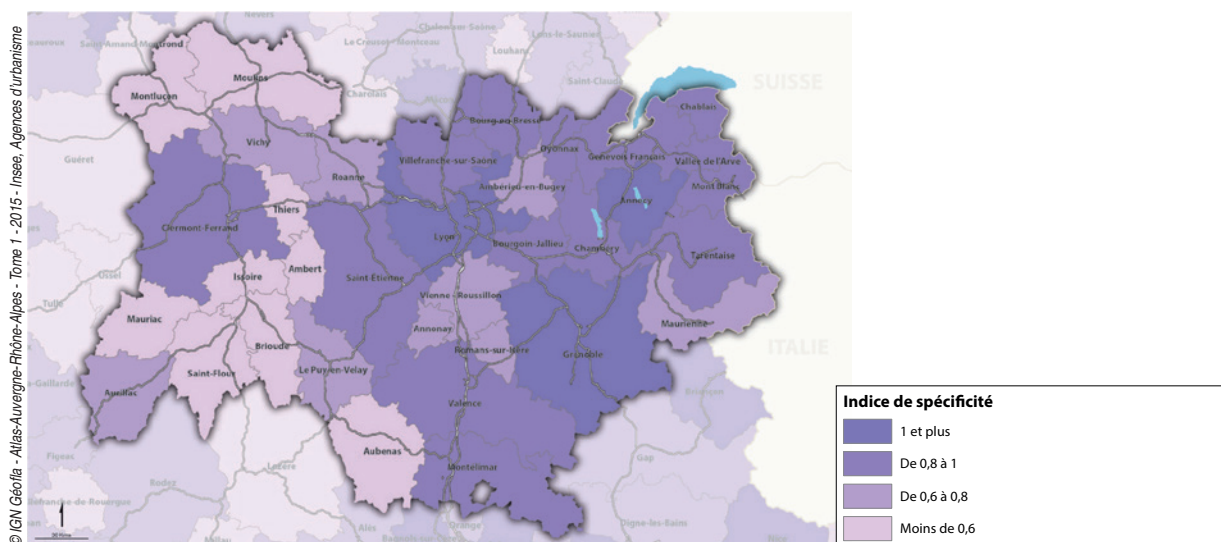


Source : Insee, Recensements de la population au lieu de travail

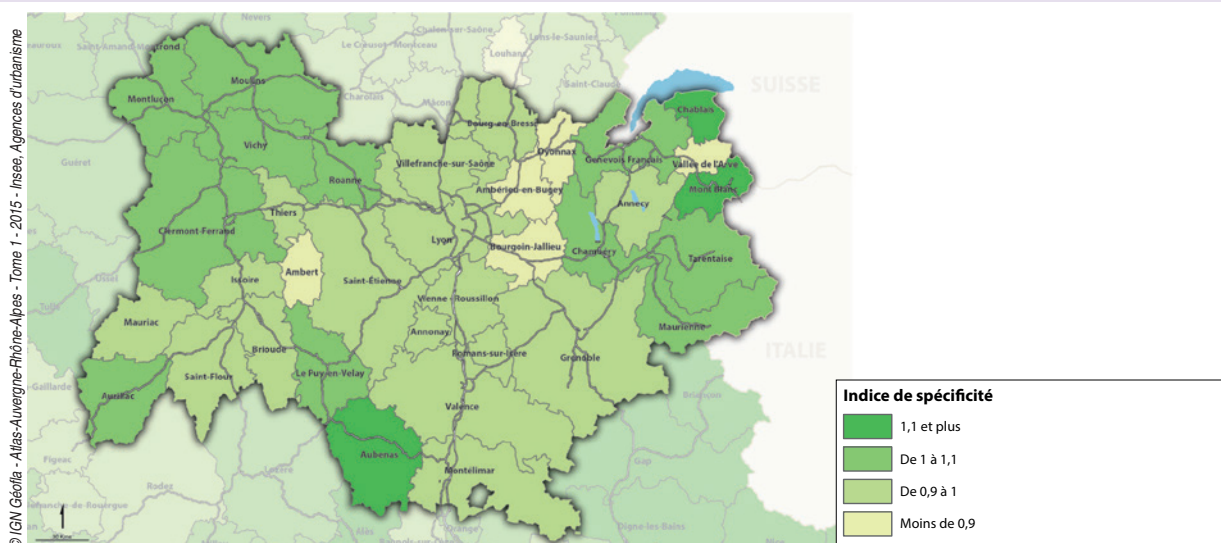
Fonctions de production concrète par zone d'emploi en 2012



Fonctions métropolitaines par zone d'emploi en 2012



Fonctions présentes par zone d'emploi en 2012



Note de lecture : Indice de spécificité de fonctions dans un territoire : rapport entre la part de l'emploi que représentent ces fonctions dans le territoire et la part de l'emploi qu'elles représentent en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population au lieu de travail

Les catégories d'entreprises

Davantage de petites entreprises qu'au niveau national

Les petites entreprises (micro et PME) sont un peu plus présentes dans la région qu'au niveau national. Les micro-entreprises sont surreprésentées dans les zones touristiques, les PME dans les zones de tradition industrielle, les entreprises de taille intermédiaire dans le couloir du Rhône et de la Saône et à proximité de la Suisse, et les grandes entreprises dans les grandes agglomérations.

Le tissu économique de la région Auvergne-Rhône-Alpes est proche de celui de la moyenne française. En 2011, les micro-entreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME) pèsent un peu plus qu'à l'échelon national (avec respectivement 20 % des salariés en 2011 contre 19 %, et 29 % contre 27 %). En revanche, les grandes entreprises sont moins présentes, avec seulement 28 % des salariés contre 31 %, et beaucoup moins qu'en Île-de-France (39 %). La part des effectifs des entreprises de taille intermédiaire (ETI) est identique à celle du niveau national et de la région capitale (23 %).

Des grandes entreprises dans les grandes agglomérations

Localement, la présence d'importants sites industriels conforte le poids des grandes entreprises. Il en est ainsi de la vallée de la chimie et des usines Renault Trucks dans la zone d'emploi de Lyon, de la filière nucléaire dans celle de Montélimar, de Michelin à Clermont-Ferrand et de Sagem à Montluçon. Dans le tertiaire, les activités financières et d'assurance, l'information et la communication ainsi que la grande distribution renforcent la présence des grandes entreprises dans les grandes agglomérations.

ETI industrielles : quelques zones spécialisées

Les entreprises de taille intermédiaire sont très présentes dans le couloir du Rhône et de la Saône, et à proximité de la Suisse. Elles exercent des activités diversifiées, sauf dans les zones spécialisées d'Oyonnax (plasturgie) et de la Vallée de l'Arve (métallurgie). Plus à l'ouest, avec un tissu économique moins dense, les activités des ETI restent diversifiées dans les zones d'emploi de Vichy et de Brioude. En revanche, le secteur de la métallurgie domine à Issoire et la fabrication de contenants en verre à Thiers.

PME : entre industrie traditionnelle et activités présentes

La présence des PME est importante dans les zones d'emploi de tradition industrielle, où leur activité s'exerce notamment dans les secteurs clés de la métallurgie et de la plasturgie (Oyonnax, Romans-sur-Isère, Thiers, Vallée de l'Arve). Les activités des PME dans la fabrication de meubles et la maroquinerie sont également très présentes dans l'économie locale. Dans les grandes agglomérations, les PME ont un rôle économique mar-

quant dans la construction, les services aux entreprises et aux particuliers. Le tourisme favorise leur présence dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (Mont Blanc, Tarentaise, Maurienne, Aubenas, Saint-Flour, Aurillac).

Micro-entreprises : dans la construction et les activités touristiques

Les micro-entreprises occupent une grande place dans les zones d'emploi marquées par le relief, et notamment dans celles où le tourisme se développe. Elles ont une importance particulière dans les arts, les spectacles, les activités récréatives, culturelles et sportives. Dans les grandes agglomérations, elles emploient également de nombreux salariés dans la construction (Lyon, Clermont-Ferrand, Chambéry).

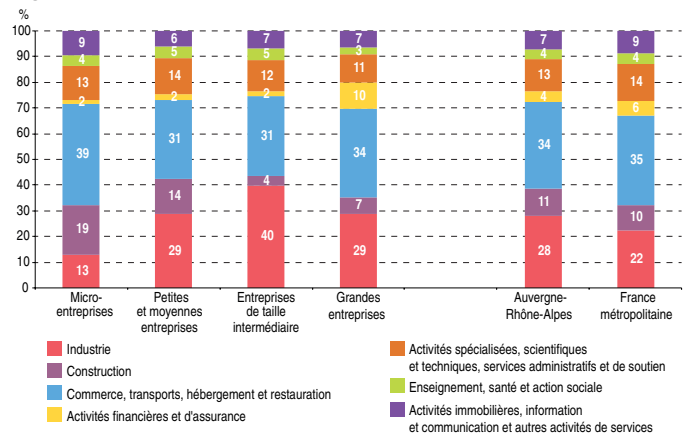
Deux salariés sur trois travaillent dans un groupe

En 2011, comme au niveau national, un tiers des salariés

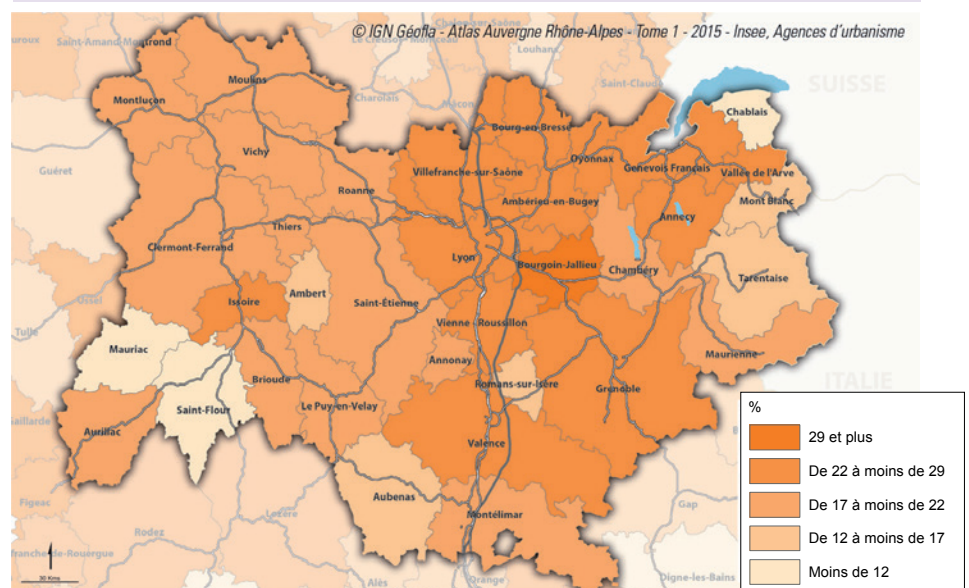
de la région Auvergne-Rhône-Alpes travaillent dans une multinationale française et un cinquième dans un groupe exclusivement français. La pénétration des groupes étrangers concerne 13 % des salariés. Enfin, 35 % occupent un emploi dans une entreprise indépendante. En général, les multinationales dominent d'autant plus le tissu économique que l'empreinte des groupes est significative dans les territoires (Lyon, Grenoble, Bourgoin-Jallieu, Ambérieu-en-Bugey et Clermont-Ferrand). ■

L'industrie surreprésentée dans les entreprises de taille intermédiaire

Répartition de l'effectif salarié en Auvergne-Rhône-Alpes par catégorie de taille d'entreprise selon le secteur d'activité en 2011

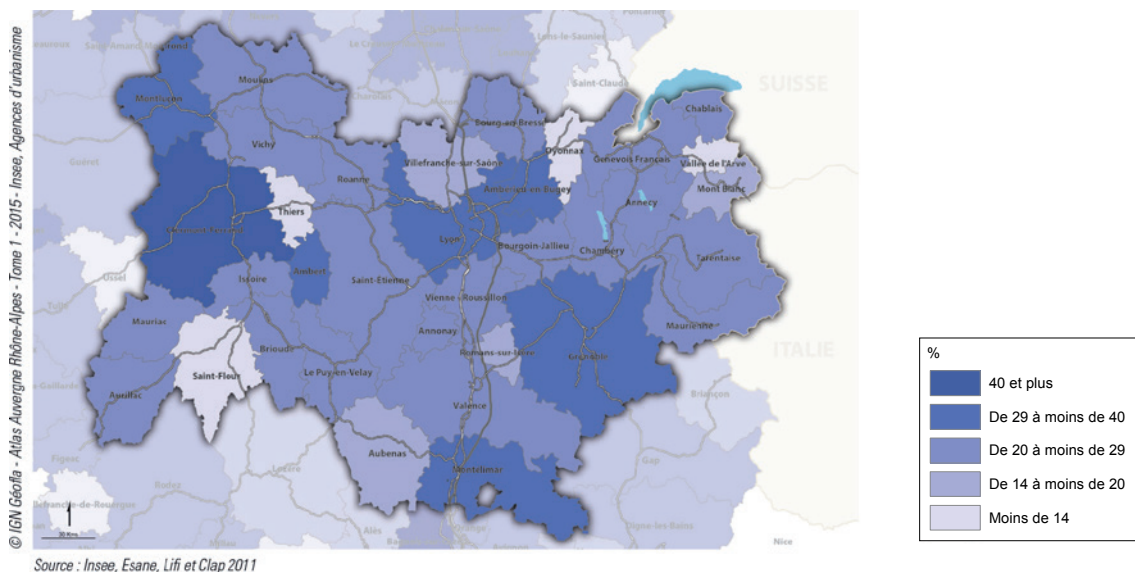


Part des ETI dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2011

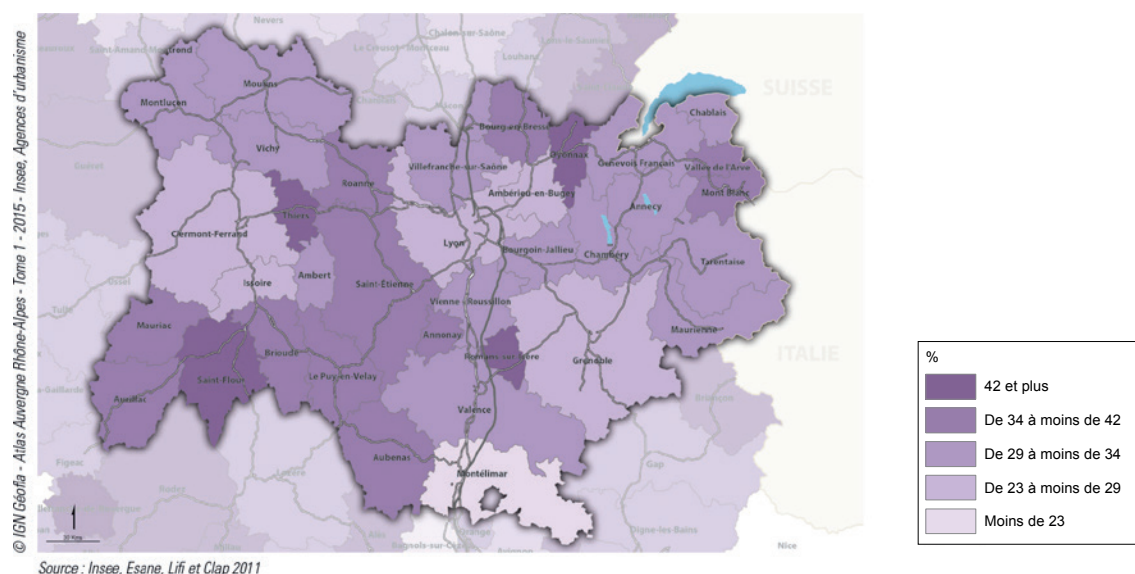


Source : Insee, Esane, Lifi et Clap 2011

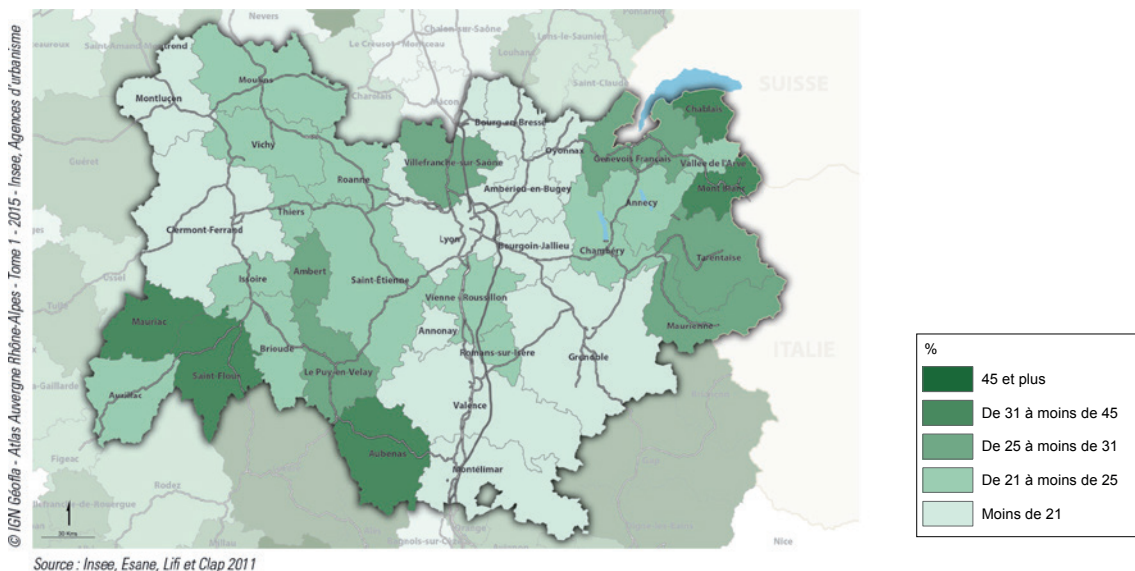
Part des grandes entreprises dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2011



Part des PME dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2011



Part des micro-entreprises dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2011



Les grands établissements

Onze grands établissements de plus de 2 000 salariés

La région Auvergne-Rhône-Alpes compte 174 établissements de la sphère productive marchande¹ employant plus de 400 salariés. Onze d'entre eux dépassent le seuil des 2 000 salariés dont un, le siège de Michelin à Clermont-Ferrand, en emploie plus de 4 000.

Sur ces 174 établissements, 49 sont spécialisés dans les services productifs dont 13 dans les activités de services administratifs et de soutien. Il s'agit notamment de sociétés de nettoyage/propreté (comme Elixor Services Propreté et Santé à Chassieu avec plus de 900 salariés), et de sécurité (comme Securitas à Caluire-et-Cuire, avec près de 800 salariés).

En dehors des services productifs, c'est dans le secteur de la fabrication de produits électriques, électroniques et informatiques que l'on trouve le plus grand nombre de grands établissements (22). Ils sont principalement implantés dans l'agglomération de Grenoble qui s'en est fait une spécialité. Il s'agit notamment des quatre établissements isérois de la société STMicroelectronics qui emploient plus de 6 000 salariés, de quatre établissements de Schneider Electric (près de 3 000 salariés sur les quatre sites), mais aussi d'établissements comme Hewlett-Packard (1 500 salariés à Eybens

près de Grenoble), Sagem (1 200 salariés à Domérat dans l'Allier), des établissements Somfy de Cluses (près de 1 000 salariés sur deux sites), Soitec (900 salariés à Bernin près de Grenoble) ou encore de l'usine Alstom d'Aix-les-Bains (900 salariés).

Par ailleurs, une majorité des 15 grands établissements du secteur de la fabrication de machines et d'équipements sont situés dans l'est de la région, et plus particulièrement dans la région d'Annecy, avec deux établissements de NTN-SNR Roulements (de 1 000 et 700 salariés) et Staubli à Faverges (1 000 salariés), alors que la plupart des 13 grands établissements du secteur de la fabrication de matériel de transport sont implantés dans la vallée du Rhône : deux établissements de Renault Trucks dans la région lyonnaise (plus de 5 000 salariés sur les sites de Saint-Priest et Vénissieux), Iveco à Annonay (1 100 salariés), Jtekt Automotive à Irigny (800 salariés), Alstom à Villeurbanne (800 salariés), Plastic Omnium Composites à Saint-Désirat en Ardèche (700 salariés).

Neuf grands établissements de la sphère productive sur dix sont situés dans un grand pôle, un peu plus souvent dans leur banlieue que dans leur ville centre. Ce sont les pôles urbains de Lyon, Grenoble

et Clermont-Ferrand qui concentrent le plus de grands établissements. L'appareil productif stéphanois, spécialisé dans les industries textiles et métalliques, est davantage structuré autour d'un réseau de petites et moyennes entreprises. La capitale ligérienne est toutefois le cœur du groupe Casino, dont les deux sièges, celui de la branche distribution et celui de la branche services, emploient respectivement 1 500 et 900 salariés. De même, l'industrielle vallée de l'Arve et la zone d'emploi d'Oyonnax hébergent des établissements de taille intermédiaire.

Seule une dizaine de grands établissements est implantée hors de l'influence des grands pôles urbains, en milieu rural ou dans de petites villes isolées. Dans le domaine de l'énergie par exemple, avec les établissements d'EDF de Saint-Vulbas dans l'Ain et de Cruas dans l'Ardèche qui comptent chacun près de 1 500 salariés ou le site Areva de Pierrelatte (plus de 1 000 salariés). L'agroalimentaire est également présente avec la société Volvic à Volvic (plus de 800 salariés), Evian à Publier en Haute-Savoie, et Socopa Viandes à Villefranche-d'Allier dans l'Allier. ■

¹ La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Onze établissements de 2 000 salariés ou plus

Michelin	Clermont-Ferrand (63)
Commissariat à l'Energie Atomique	Grenoble (38)
Sanofi Pasteur	Marcy-l'Étoile (69)
Michelin	Cébazat (63)
Renault Trucks	Saint-Priest (69)
Renault Trucks	Vénissieux (69)
Michelin	Clermont-Ferrand (63)
Centre National de la Recherche Scientifique	Villeurbanne (69)
STMicroelectronics	Crolles (38)
STMicroelectronics	Crolles (38)
Centre National de la Recherche Scientifique	Grenoble (38)

Les grands établissements de la sphère productive marchande en 2013



Source : Insee, Clap 2013

Industrie

Un poids intermédiaire en Europe

Fin 2013 en Auvergne-Rhône-Alpes, 18 % de l'emploi salarié est consacré à l'industrie. Cela situe la région aux marges du cœur industriel de l'Europe composé de grandes régions qui consacrent 20 % à 30 % de l'emploi à ce secteur. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Düsseldorf), la Bavière (Munich), le Bade-Wurtemberg (Stuttgart), la République tchèque (Prague) et la Lombardie (Milan) comptent deux à trois fois plus d'emplois industriels qu'Auvergne-Rhône-Alpes. Cette dernière est comparable à des régions de second rang, telles que la Hesse (Francfort-sur-le-Main), la Basse-Saxe (Hanovre), la grande région de Varsovie, la région flamande (Anvers) ou encore le Midland de l'Ouest (Birmingham).

Une des régions les plus industrielles de France

Forte de ses 490 000 emplois industriels, la région figure toutefois parmi les plus industrialisées de France. Si la part de l'emploi consacrée à l'industrie (18 %) y est moins élevée qu'en Bourgogne Franche-Comté (20 %), la région est au premier rang national pour son volume total d'emplois industriels.

La tradition industrielle de la région Auvergne-Rhône-Alpes est ancienne. Dès les débuts de l'industrialisation, Lyon, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand et Grenoble développent une activité industrielle intense autour du textile et de la chimie (Lyon), de la mine et de l'armement (Saint-Étienne), des industries du caoutchouc (Clermont-Ferrand) et de l'énergie hydroélectrique (Grenoble). Parallèlement, des villes plus petites comme Cluses, Oyonnax, Roanne, Romans-sur-Isère, Ambert, Thiers ou encore Montluçon, développent également une forte spécificité industrielle. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, Grenoble s'impose, sous l'impulsion de la planification d'État, comme leader de la recherche scientifique et de l'industrie de pointe.

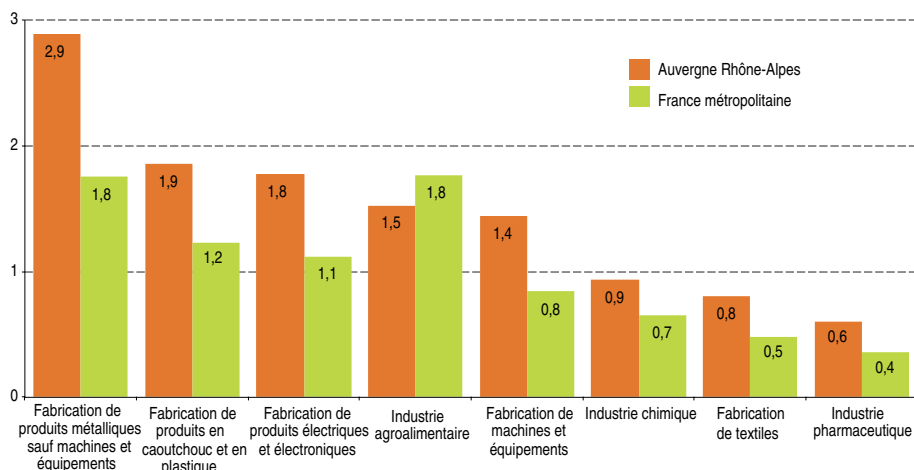
Au cours des trente dernières années, la carte de l'industrie régionale s'est largement modifiée et la part de l'emploi industriel a fortement décliné. Sous l'effet de la métropolisation, les industries ont tendance à quitter le cœur des agglomérations au profit de la périphérie. Dans les agglomérations de Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand, l'industrie a été supplantée par d'autres activités de service, tandis qu'elle reste prépondérante dans des zones d'emploi périphériques : celles de la Vallée de l'Arve, d'Oyonnax, d'Ambert et de Thiers.

Huit secteurs industriels clés

La région Auvergne-Rhône-Alpes présente un

Huit secteurs clés de l'industrie régionale

Emploi industriel dans l'emploi salarié par secteur d'activité (en %)



Source : Insee, Clap 2013

paysage industriel varié. Huit grands secteurs d'activité structurent l'industrie régionale.

La fabrication de produits métalliques (sauf machines et équipements) pèse près de 3 % de l'emploi régional et est présente sur l'ensemble du territoire avec quelques fortes implantations. La Vallée de l'Arve, spécialisée dans les activités de décolletage, héberge une centaine de sociétés de fabrication de pièces métalliques dont Frank et Pignard, la plus importante d'entre elles. À Rumilly, Tefal emploie plus de 1 500 salariés. À Ugine en Savoie, la société Ugitech compte plus de 1 000 salariés. Dans la zone d'emploi de Saint-Étienne, un vaste réseau de petites et moyennes entreprises du secteur emploie plus de 2 500 salariés. Issoire (Constellium), Lyon (Areva), Roanne (Nexter System), les Ancizes-Comps (Aubert et Duval) constituent d'autres lieux d'implantation importants de l'industrie métallique.

La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique représente 50 000 emplois dont 9 000 à Clermont-Ferrand presque exclusivement liés à la multinationale Michelin. Par ailleurs, le géant du pneumatique, premier employeur industriel régional, emploie plus de 800 salariés sur son site de Roanne. Dans la zone d'emploi d'Oyonnax, la « Plastics Vallée » contribue aussi à faire de cette industrie une spécialité régionale. La commune d'Oyonnax héberge une douzaine de sociétés de 30 à 200 salariés dont les établissements George David, la plus importante d'entre elles. Autour de Sainte-Sigolène, au nord de la Haute-Loire, une soixantaine d'établissements pour un total

« Le marché de Michelin est mondial. En terme de développement commercial, la fusion régionale n'a évidemment pas d'incidence majeure pour cette entreprise de dimension internationale. Par contre, elle aura certainement des conséquences sur le développement territorial local. »

Gérard DUHESME,
Directeur des sites clermontois, Michelin

de plus de 2 000 salariés, font de la localité un pôle important de la plasturgie.

La fabrication de produits électriques et informatiques est tout particulièrement présente dans l'agglomération de Grenoble qui s'en est faite une spécialité. Deux sociétés emblématiques dominent le secteur : STMicroelectronics et ses 5 000 salariés d'une part, Schneider Electric et sa douzaine d'établissements (pour près de 4 000 salariés) d'autre part. Ce secteur est par ailleurs bien implanté dans la région lyonnaise (Electricfil automobile, Robert Bosch, Alstom), à Cluses, qui héberge le siège de Somfy, à Valence (Thales, Crouzet automatismes) et dans la zone d'emploi de Montluçon (Sagem).

La fabrication de machines et équipements est le secteur d'activité le plus fortement surreprésenté dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cette industrie est essentiellement localisée dans l'est de la région. On signalera, dans la banlieue lyonnaise, les sociétés Bosch et Aldes Aéronautique à Vénissieux, Montabert à Saint-Priest et Bayard à Meyzieu. Par ailleurs, dans l'est de la région, Annecy héberge le siège de NTN-SNR,

Faverge celui de Staubli et Culoz celui de la Compagnie Industrielle d'Application Thermique (CIAT). Plus au sud, l'agglomération grenobloise s'est depuis longtemps spécialisée dans le secteur (Alstom, Caterpillar, ECM Technologie) comme Bourg-lès-Valence (Markem-Imaje et Oerlikon Leybold Vacuum).

L'industrie chimique, si elle pèse moins de 1 % de l'emploi total, est nettement surreprésentée dans la région. C'est une industrie concentrée sur quelques sites dans la vallée du Rhône, notamment dans l'agglomération lyonnaise (Bayer, Rhodia, Kemone, Biomerieux Bluestar Silicones, Arkema), à Pierrelatte (Areva, Eurodif) au sud de la Drôme et à Andrézieux-Bouthéon (SNF) dans la banlieue de Saint-Étienne.

L'industrie pharmaceutique est un secteur industriel clé de la région. Particulièrement concentré, il est dominé par les sociétés Sanofi

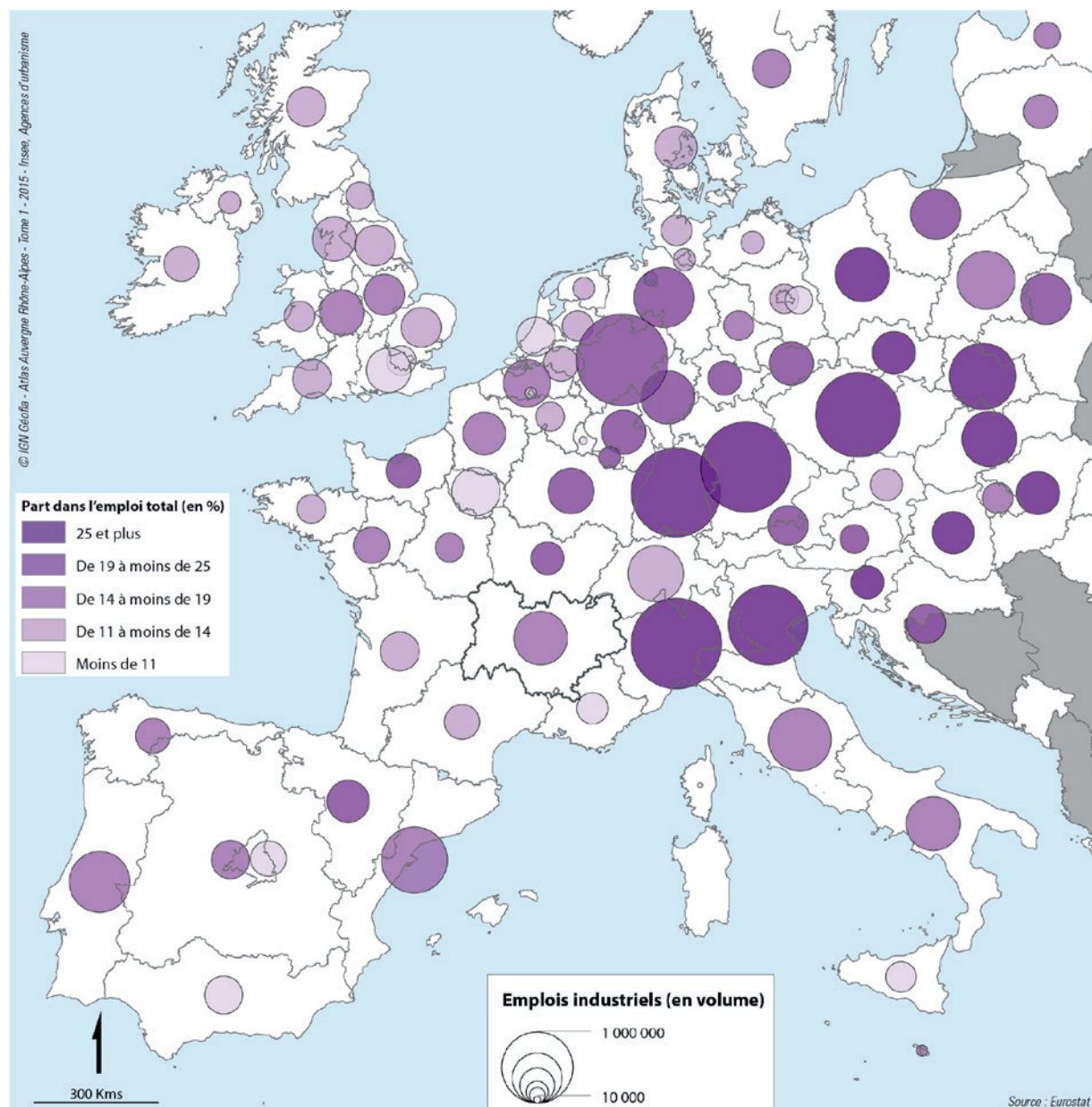
Pasteur et Sanofi Chimie qui emploient à elles deux plus de 5 000 salariés, soit un tiers de l'emploi du secteur. C'est dans l'agglomération lyonnaise que l'on trouve la plus forte implantation de l'industrie pharmaceutique. Elle abrite d'importants établissements de Sanofi, les laboratoires Boiron à Messimy, les sociétés Merial et Mylan à Saint-Priest. Trois sites importants sont également à signaler : Merck Sharp & Dohme, Sanofi dans le Puy-de-Dôme et Bayer en Haute-Savoie.

La fabrication de textiles occupe seulement 0,8 % de l'emploi régional. Mais elle figure, de longue date, parmi les spécificités sectorielles les plus marquées de la région. Son déclin, engagé dès les années 1970, s'est accéléré à la fin des années 2000. Elle est présente notamment dans les départements de la Loire et du Rhône, et tout particulièrement dans leurs chefs-lieux respec-

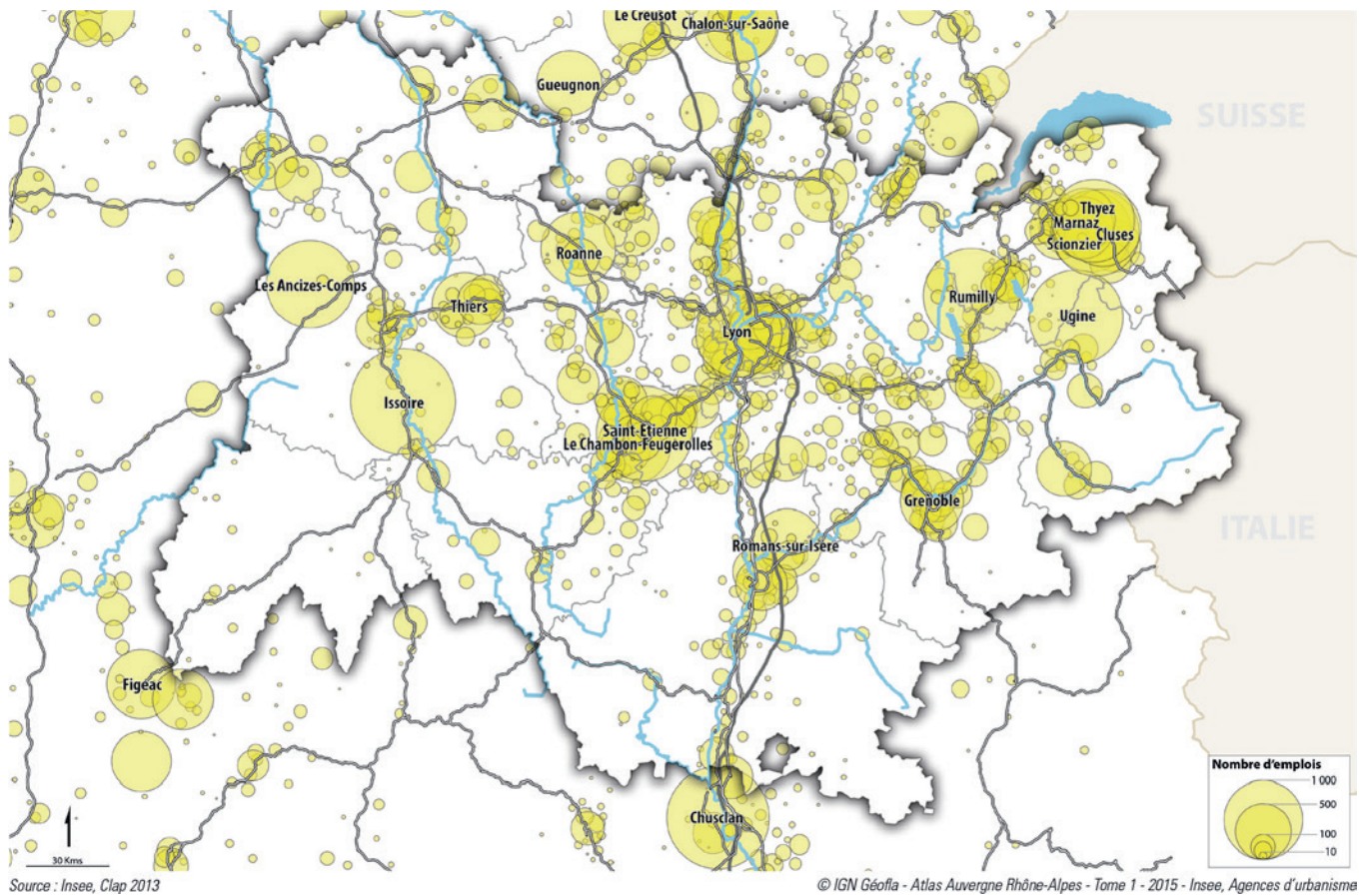
tifs. Grâce à une reconversion industrielle dans le textile de luxe et/ou technique, représentée notamment par les sociétés Gibaud et Thuasne (textile médical) à Saint-Étienne et Zilli (habillement de luxe) à Lyon, l'industrie textile résiste à la désindustrialisation dans ces deux bassins d'emploi.

L'industrie agroalimentaire pèse 1,5 % de l'emploi régional. C'est moins qu'en moyenne métropolitaine (1,8 %). Elle est principalement constituée de petites unités de production éparpillées sur l'ensemble du territoire. Des concentrations plus fortes sont toutefois à signaler dans les vallées du Rhône et de la Saône, dans le sud de la Loire, dans l'agglomération de Clermont-Ferrand, dans la Bresse et dans le sillon alpin nord. ■

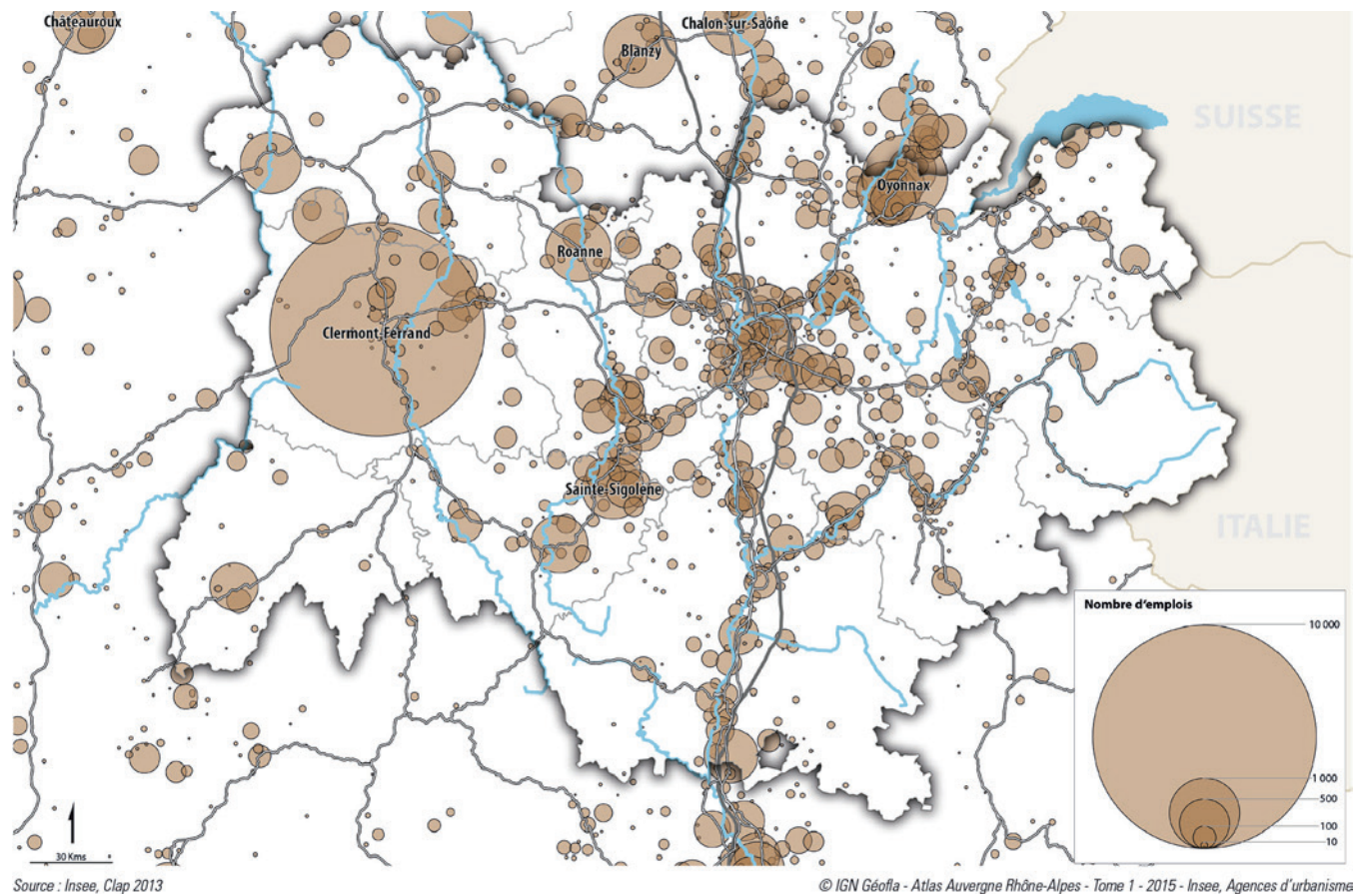
Auvergne-Rhône-Alpes aux marges du cœur industriel de l'Europe



Fabrication de produits métalliques (sauf machines et équipements)



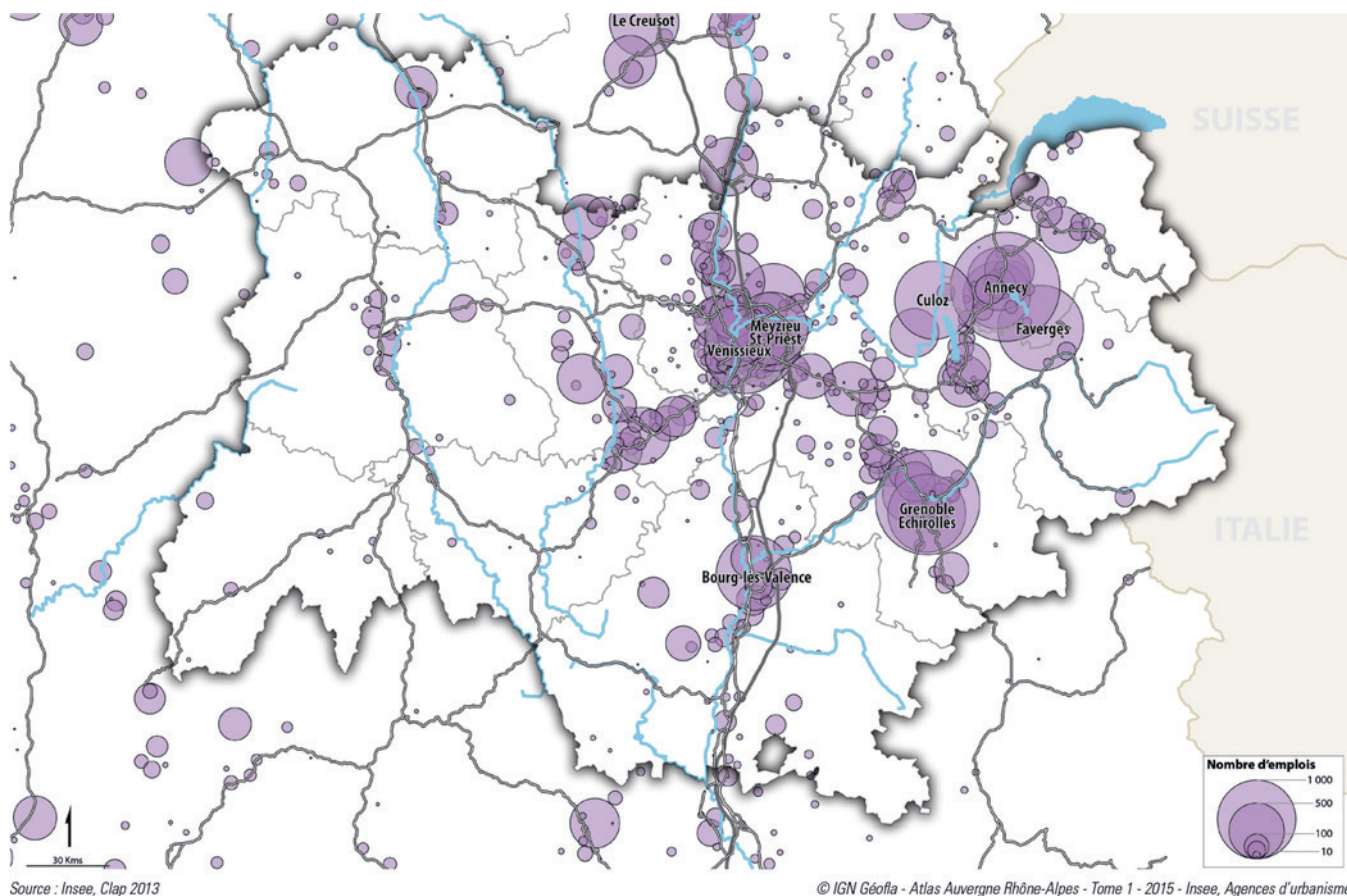
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique



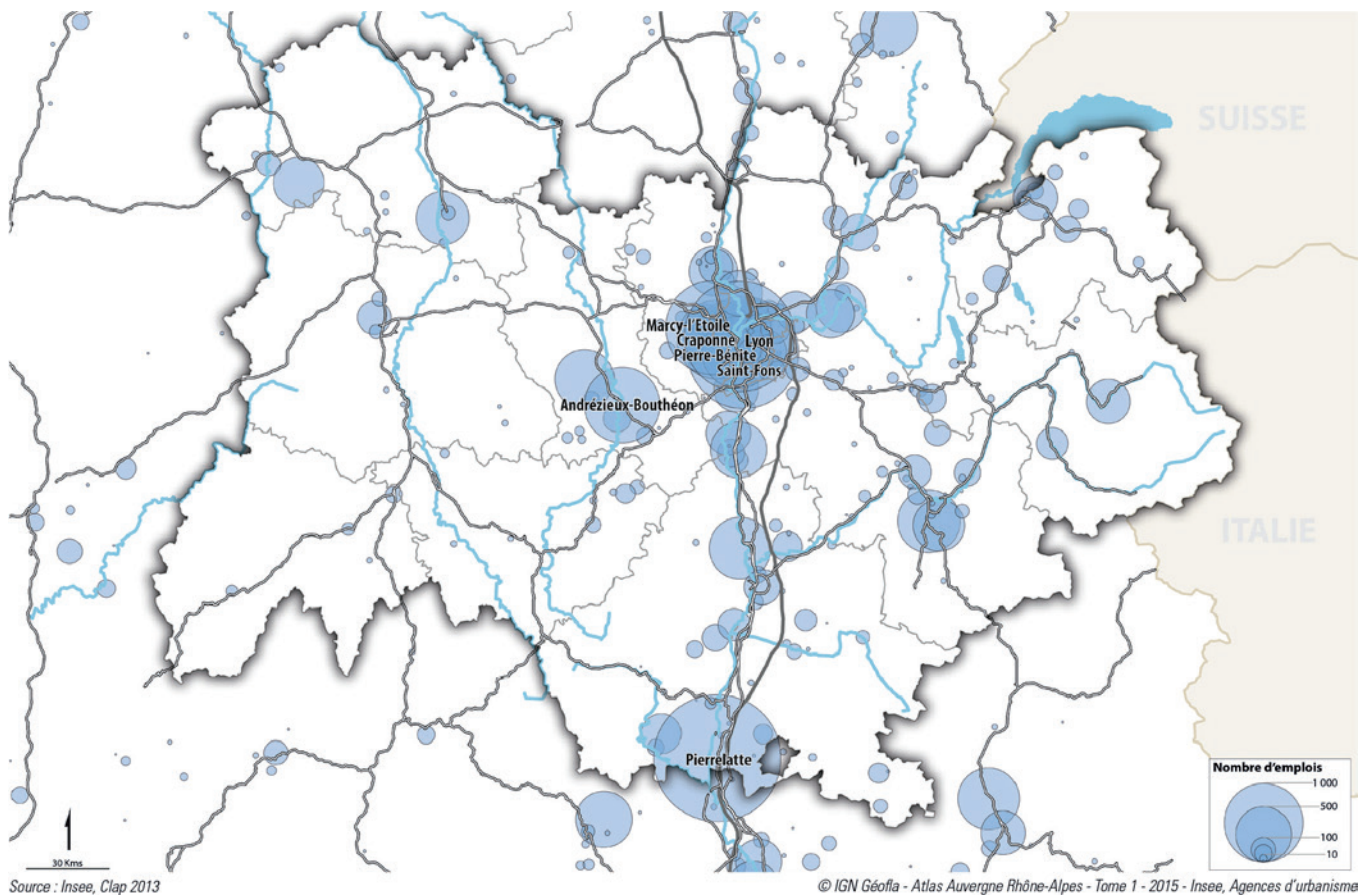
Fabrication de produits électriques et électroniques



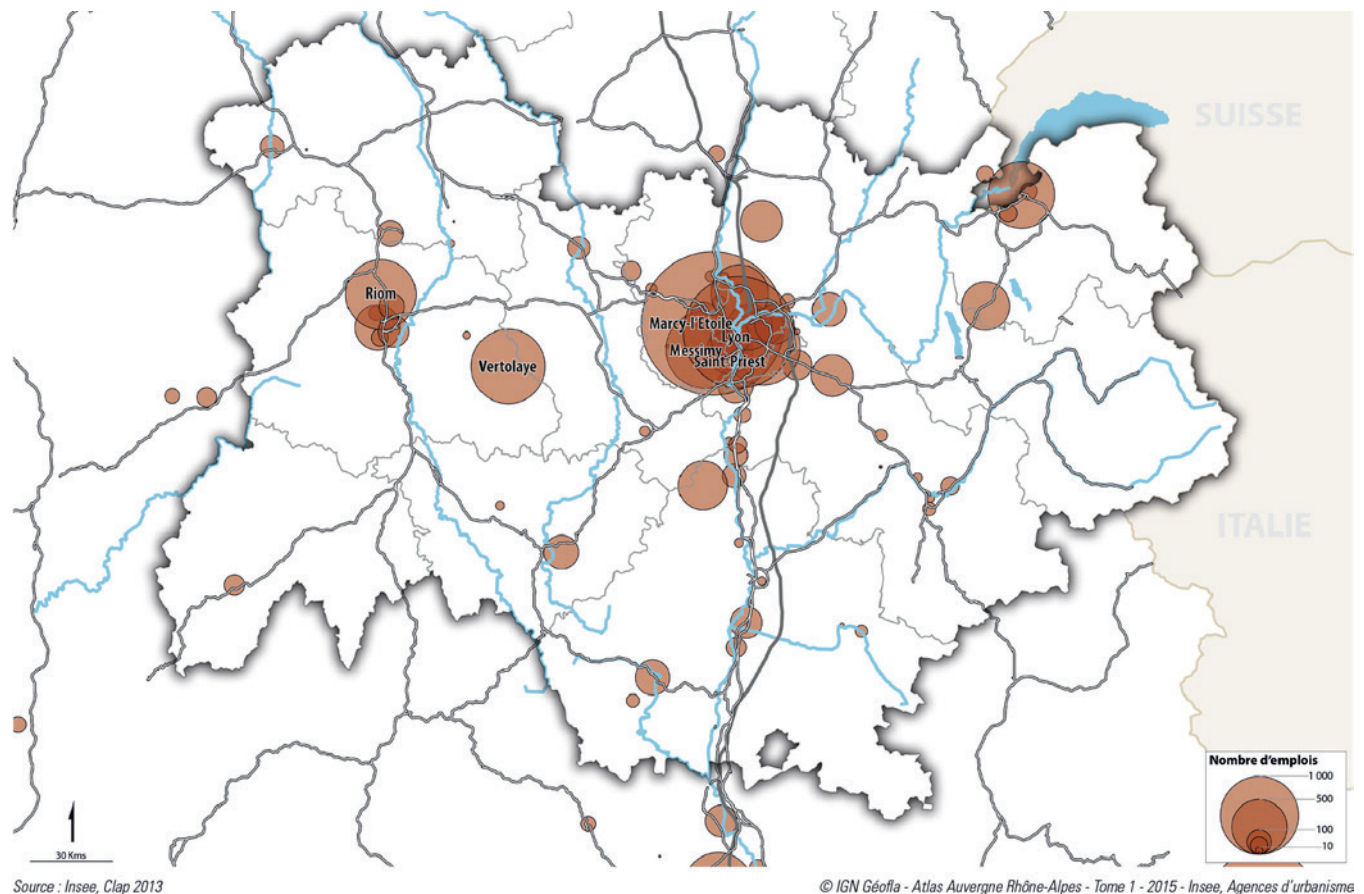
Fabrication de machines et équipements



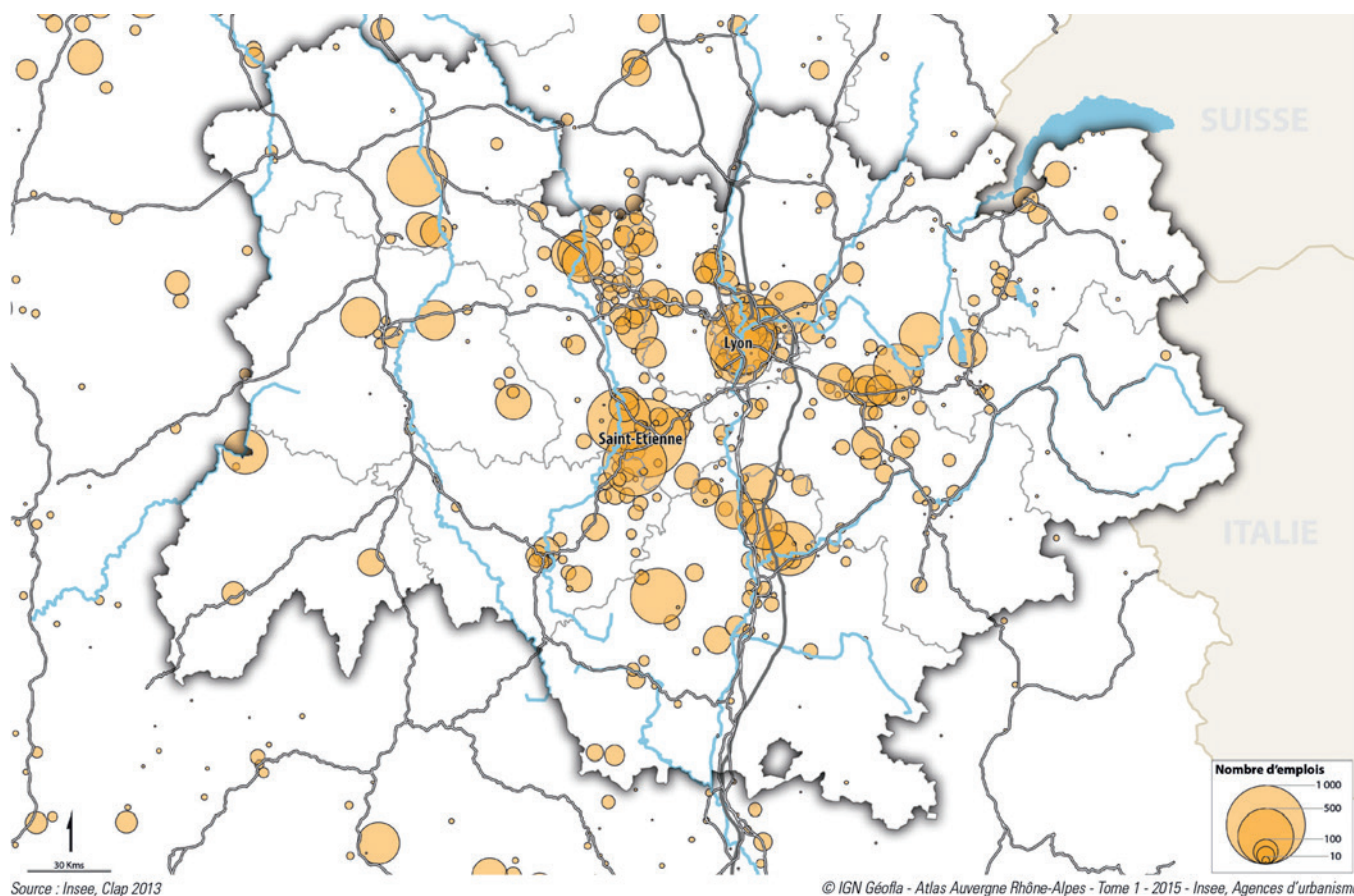
Industrie chimique



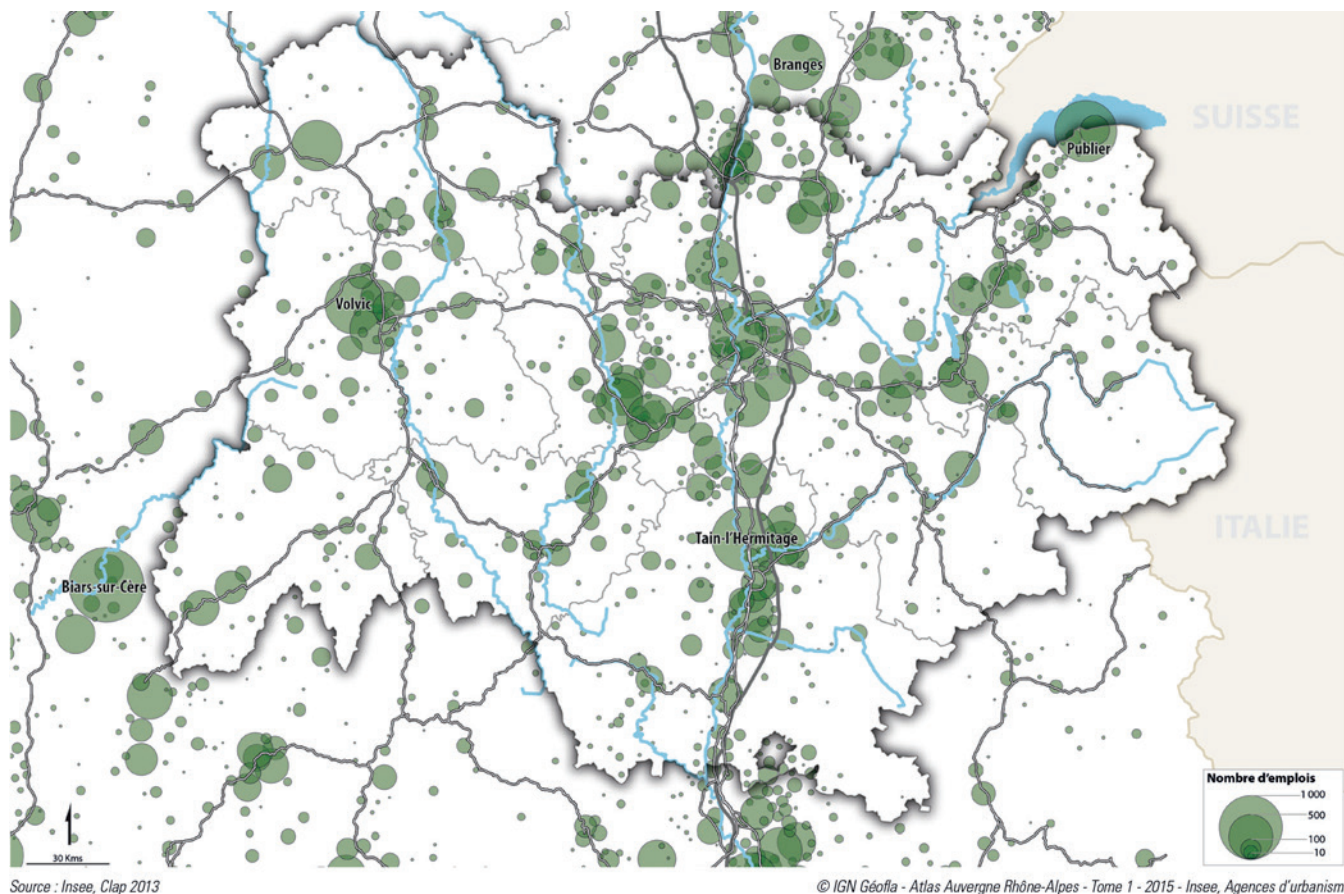
Industrie pharmaceutique



Fabrication de textiles



Industrie agro-alimentaire



Économie agricole

Une production agricole diversifiée

La région Auvergne-Rhône-Alpes se caractérise par la grande diversité de ses productions agricoles, même si l'élevage reste prépondérant et occupe la majorité des terres. Pour compenser un revenu moyen inférieur à la moyenne nationale, les exploitants misent sur les différentes possibilités de valorisation de leurs produits ; ils peuvent également s'appuyer sur la proximité d'industries agro-alimentaires et de réseaux d'excellence.

La région Auvergne-Rhône-Alpes compte 62 700 exploitations agricoles installées sur 2,9 millions d'hectares de surface agricole utilisée (SAU). La plus grande partie, les deux tiers, sont dédiés à l'élevage. L'élevage de bovins, que ce soit pour la production de viande ou de lait, est prépondérant (58 %), principalement en raison d'un relief favorable (zones de montagne et de haute montagne).

Plaines et vallées accueillent les cultures, très diversifiées, surtout dans le couloir rhodanien : viticulture, arboriculture, maraîchage, horticulture et aviculture. La région Auvergne-Rhône-Alpes est également un gros producteur de fruits : 20 % des exploitations fruitières françaises se situent dans la région. Les terres de grande culture se concentrent sur deux secteurs, aux frontières de l'Ain, du Rhône et de l'Isère, ainsi que dans les Limagnes d'Auvergne.

Des exploitations de petite taille

La surface moyenne par exploitation est de 46 hectares, contre 55 en moyenne nationale. Cette moindre taille caractérise la quasi-totalité des types d'exploitation, y compris la grande culture.

La forte présence de l'élevage et de structures de plus petite taille ont un impact sur le revenu moyen des exploitations, plus faible en Auvergne-Rhône-Alpes. Le revenu courant avant impôt est inférieur de 30 % à la moyenne nationale. Il diffère néanmoins d'un type de production à l'autre et présente des fluctuations importantes d'une année à l'autre, en fonction des aléas climatiques.

Un fréquent recours aux démarches de valorisation

Pour soutenir leur revenu, 8 850 exploitations, soit 14 % de l'ensemble des exploitations régionales, exercent une activité de diversification. Ces activités sont en premier lieu celles liées à la transformation du lait, suivies de l'hébergement.

Dans un contexte de concurrence, les agriculteurs effectuent des démarches de valorisation de leurs produits. Près de 23 300 exploitations produisent sous signe de qualité dont 10 000 sous signe officiel (AOC, AOP, IGP, Label Rouge). Une exploitation agricole française sur cinq produisant sous signe officiel se situe dans la région.

3 790 exploitations sont certifiées en agriculture biologique, soit 15 % des exploitations biologiques françaises. Elles couvrent plus de 128 000 hectares (soit 5 % de la SAU régionale). En 2013, 60 % de ces exploitations se situent dans la Drôme, en Ardèche et dans l'Isère,

« En matière agricole, la cohérence et la valeur ajoutée sont données par l'organisation des filières agro-alimentaires, de la production de la matière première jusqu'aux consommateurs, dans une logique de circuits-courts industriels. »

Jean-Claude GUILLON,
Directeur du développement durable,
Limagrain

selon la source Agence BIO.

La région se classe première de France pour le nombre d'exploitations commercialisant en circuit-court (12 250 exploitations).

Une agriculture tournée vers la qualité

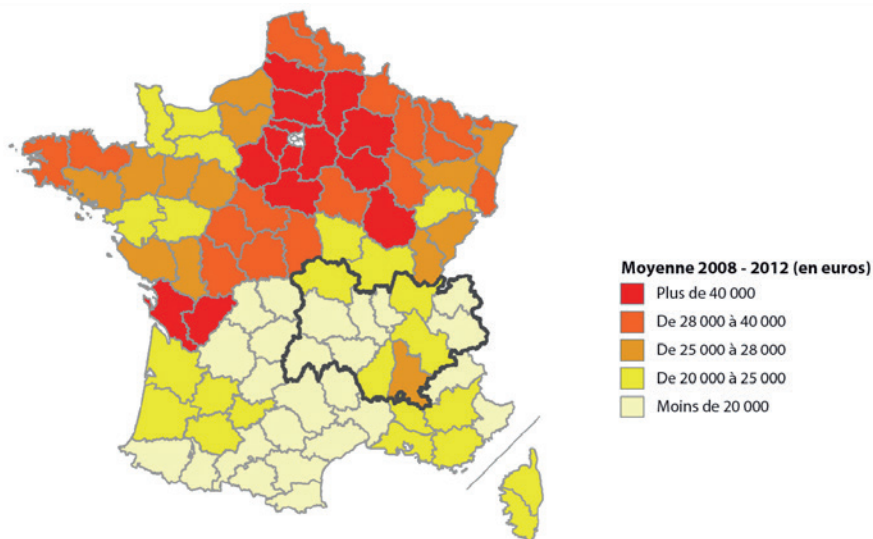
L'économie agricole de la région peut s'appuyer sur des réseaux d'excellence. Pôles de compétitivité et clusters regroupent les acteurs de filières et de territoires (recherche publique et privée, entreprises, acteurs de la formation) pour faire émerger des projets innovants et collaboratifs. Cette dynamique permet de développer des avantages concurrentiels pour les entreprises et d'obtenir un positionnement de premier plan et une meilleure visibilité sur les marchés nationaux et internationaux.

Chiffres-clés

- 13 % des exploitations françaises (62 700) – 3^e rang français
 - 15 % des exploitations biologiques – 2^e rang
 - 16 % des exploitations avec activité de diversification – 3^e rang
 - 18 % des exploitations commercialisant en circuit-court – 1^{er} rang
 - 20 % des exploitations produisant sous signe officiel de qualité – 2^e rang
- 11 % de la SAU française (2,89 millions d'hectares)
- 12 % des unités de travail annuel total (salariés ou non) de France
- 8 % de la valeur ajoutée agricole du pays (2,72 millions d'euros)

Source : Agreste

Résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié de l'agriculture



© IGN Géofla - Atlas Auvergne Rhône-Alpes - Tome 1 - 2015 - Insee, Agences d'urbanisme

Source : Agreste

Le premier pôle de compétitivité, Céréales Vallée, situé sur le Biopôle Clermont-Limagne, à Saint-Beauzire, travaille sur la sélection de semences pour une production plus adaptée aux besoins nutritionnels et la mise au point d'agro-matériaux. Le second, Terralia, regroupe les acteurs des filières fruits, légumes, céréales, vins du grand Sud-Est, autour des enjeux d'innovation dans les semences et plants, la production agricole, l'industrie agro-alimentaire et la distribution.

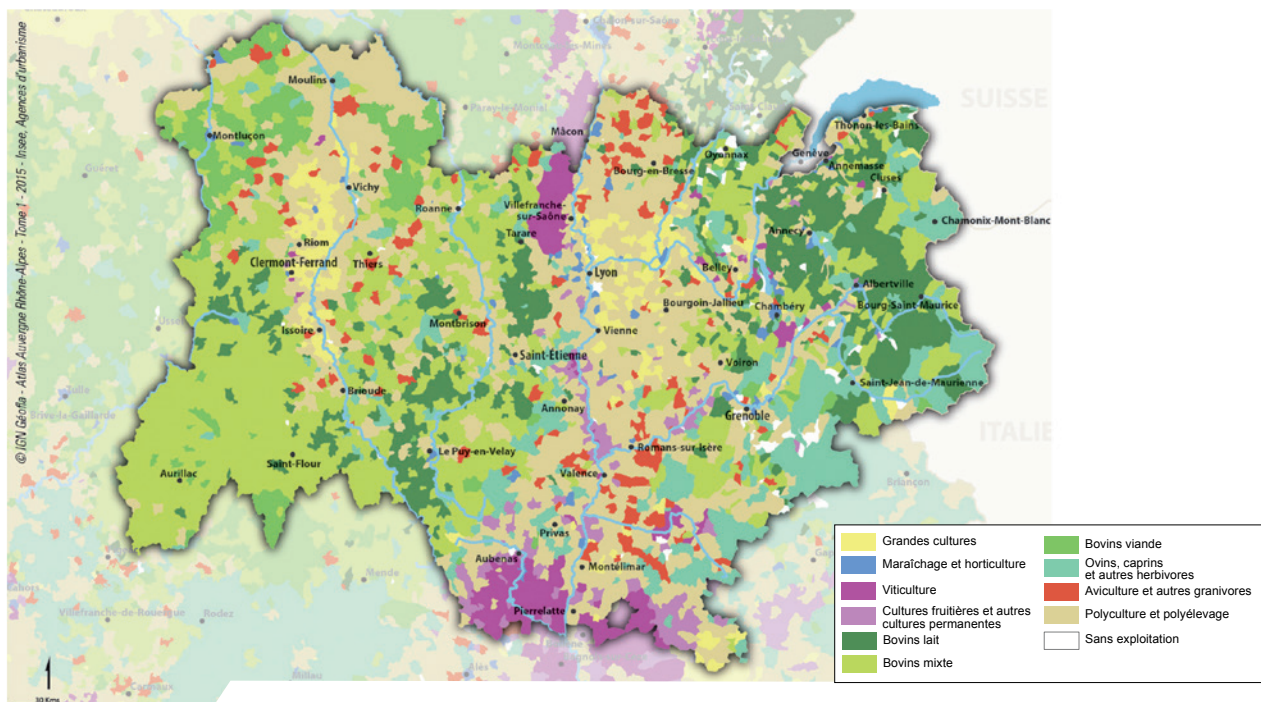
Les deux clusters régionaux sont Organics Cluster autour de la dynamique bio et Nutravita autour de la nutrition et de la santé. Ce dernier est labellisé « Cluster d'excellence Auvergne » et « Grappe d'entreprises » au niveau national.

Un secteur agricole organisé jusqu'aux industries agro-alimentaires

Avec 80 000 emplois en 2012, l'activité agricole représente 2,5 % de l'emploi régional

total. Elle contribue au développement de l'industrie agro-alimentaire qui emploie plus de 41 000 personnes (hors artisanat commercial). Ces emplois se situent en priorité dans le secteur de la transformation de la viande (26 %), dans la fabrication de produits laitiers (19 %) et dans la fabrication de boissons (12 %). ■

Orientation technico-économique (OTEX) des communes



L'emploi agricole et des industries agro-alimentaires (IAA) par zone d'emploi

